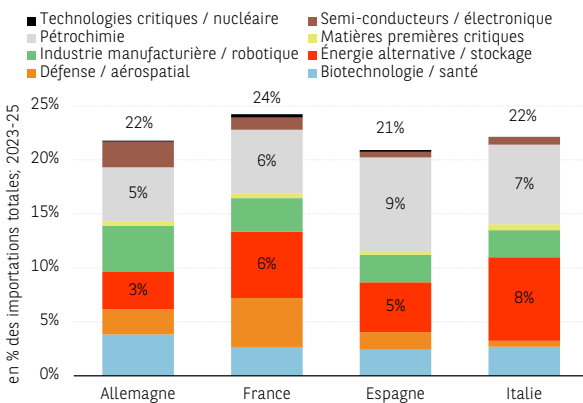


IMPORTATIONS STRATÉGIQUES ITALIENNES : DERRIÈRE UNE EXPOSITION SIMILAIRE À CELLE DE L'EUROPE, UNE PLUS GRANDE VULNÉRABILITÉ SUR L'ÉNERGIE

Simona Costagli

Importations stratégiques italiennes : derrière une exposition similaire à celle de l'Europe, une plus grande vulnérabilité sur l'énergie

Poids des importations stratégiques dans certains États de l'UE

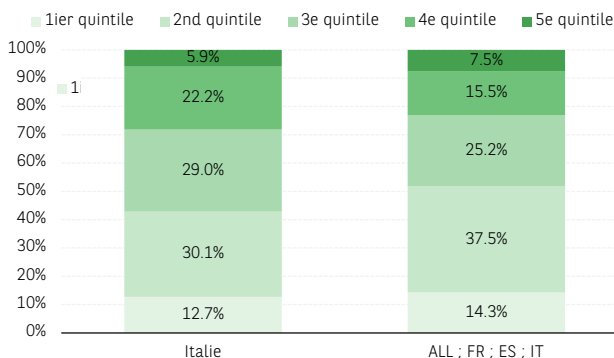


GRAPHIQUE 1

SOURCE : ISTAT

Distribution des importations stratégiques selon la stabilité politique des pays fournisseurs

(1er quintile = risque faible ; 5e quintile = risque élevé)



GRAPHIQUE 2

SOURCE : ISTAT

Le degré d'ouverture commerciale de l'UE : principale force et... faiblesse. Le grand degré d'ouverture des pays de l'UE constitue à la fois une force et une faiblesse, rendant nécessaires des initiatives actives pour renforcer la sécurité économique. Selon la Banque mondiale, en 2024, l'ouverture commerciale de l'UE s'élevait à 92%, contre 25% pour les États-Unis et 37% pour la Chine. Pour l'Italie, ce chiffre était de 63%, l'un des plus élevés parmi les États membres, avec une exposition particulièrement forte à la demande extra-européenne. Compte tenu de l'évolution du contexte géopolitique et économique international, conjuguée à la dépendance du pays vis-à-vis des importations énergétiques, une attention particulière doit être portée à la vulnérabilité potentielle des importations italiennes face à d'éventuelles perturbations, totales ou partielles, de l'approvisionnement extérieur en produits d'importance stratégique.

Identification des importations stratégiques dans l'UE. Dans le domaine de la sécurité économique, l'UE a identifié trois secteurs prioritaires d'importance technologique stratégique, par le biais de la plateforme STEP (Strategic Technologies for Europe Platform) : les technologies numériques et de pointe; les technologies propres et économes en ressources; et la biotechnologie.² Sur cette base, une étude récente de l'Istat³ a identifié les produits d'importance stratégique pour lesquels une réduction ou une interruption des importations compromettrait la sécurité économique des systèmes productifs de l'Italie, de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne.

L'analyse, portant sur la période 2023-2025, a révélé que les produits définis comme stratégiques représentent en moyenne plus de 20% de la valeur des importations dans les quatre pays, la France affichant la part la plus élevée (24,2%, graphique du haut). L'Allemagne importe une part proportionnellement plus importante de produits pharmaceutiques et médicaux, de machines et de robots industriels, ainsi que de produits électroniques. Les importations françaises de biens stratégiques sont davantage concentrées dans les secteurs de la défense et de l'aérospatiale, tandis que l'Espagne et l'Italie sont les pays qui importent le plus de matières premières et de technologies liées aux énergies alternatives (c'est-à-dire la pierre angulaire de la politique de transition énergétique de l'UE).⁴

La Chine est le principal fournisseur des importations stratégiques de l'UE. Sur les trois années examinées, et par rapport à la valeur totale des importations stratégiques, la Chine se positionne comme le principal fournisseur de produits stratégiques importés par les quatre pays de l'UE (avec une part de 9,3%). Ce pays asiatique revêt une importance particulière pour l'Italie (11,3% des importations stratégiques) et l'Allemagne (9,3% des importations stratégiques). Le rôle de la Chine est prédominant dans le secteur des machines et de la robotique industrielle : le pays représente plus de 20% de la valeur des importations stratégiques sectorielles, tant en Allemagne qu'en Italie.

Un autre aspect pertinent de la dépendance stratégique concerne le degré de risque politique associé aux pays fournisseurs. Sur la base des indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale⁵, la même étude de l'Istat révèle que les quatre pays examinés achètent un peu moins de 50% de leurs importations stratégiques auprès de fournisseurs classés comme présentant un risque politique « élevé » ou « moyen-supérieur » (sur une échelle de risque divisée en quintiles), tandis que pour l'Italie seule, cette part s'élève à 60% (graphique en bas).

La composition des importations stratégiques de l'Italie la rend plus exposée aux turbulences géopolitiques. Dans l'ensemble, à en juger par la part des importations stratégiques, l'Italie dépend des fournisseurs étrangers de produits stratégiques dans une ampleur similaire à celle des autres principaux pays de l'UE. Par rapport à l'Allemagne et à la France, le pays affiche toutefois une plus grande dépendance vis-à-vis des sources externes pour les matières énergétiques (produits pétrochimiques ainsi qu'énergies alternatives), qui sont plus directement exposées – en termes de disponibilité et, surtout, de prix – aux turbulences de la politique internationale.

1 L'ouverture commerciale est définie comme la somme des exportations et des importations de biens et de services en pourcentage du PIB.

2 L'autonomie stratégique vise à atteindre un haut degré d'indépendance dans les secteurs, les processus et les technologies définis comme stratégiques, en minimisant les dépendances vis-à-vis d'acteurs extérieurs jugés politiquement peu fiables, voire hostiles.

3 Istat, *Rapport sur la compétitivité des secteurs industriels 2026*, avril.

4 L'étude identifie 317 produits d'importance stratégique, classés en huit groupes en fonction de leurs caractéristiques technico-physiques ou technologiques respectives : Fabrication de pointe et robotique (62 produits, 19,6% du total) ; Matières premières critiques (49 produits, 15,5%) ; Énergies alternatives et stockage (44 produits, 13,9%) ; Semi-conducteurs et électronique (44 produits, 13,9%) ; Défense et aérospatiale (39 produits, 12,3%) ; Biotechnologie et santé (33 produits, 10,4%) ; Pétrochimie et chimie de base (27 produits, 8,5%) ; Technologies critiques pour l'énergie nucléaire (19 produits, 6%).

5 Les indicateurs mondiaux de gouvernance (WGI) mesurent la qualité de la gouvernance dans plus de 200 pays et territoires depuis 1996. Les WGI regroupent des centaines de variables issues d'une trentaine de sources primaires – notamment l'Economist Intelligence Unit, Freedom House, le Forum économique mondial, Varieties of Democracy (V-Dem), la Banque africaine de développement et la Banque mondiale – et les synthétisent en six indicateurs composites : Voix et responsabilité (VA) ; Stabilité politique et absence de violence/terrorisme (PV) ; Efficacité du gouvernement (GE) ; Qualité de la réglementation (RO) ; État de droit (RL) ; Lutte contre la corruption (CC). Chaque indicateur est exprimé sous la forme d'un score normalisé et d'un rang centile.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOINSIGHT

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

ECOFFLASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV

Quel est l'évènement du mois ?
La réponse dans vos quatre minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page **linkedin** des études économiques

OU TWITTER
voir la page **twitter** des études économiques



Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de déterminer une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnées dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>.

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taïwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2025). Tous droits réservés.

Pour vous abonner à nos publications :

ÉTUDES **ÉCO**NOMIQUES



Bulletin publié par les Etudes Economiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemerrie
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change